

# LA REPRISE COLLECTIVE AU QUÉBEC

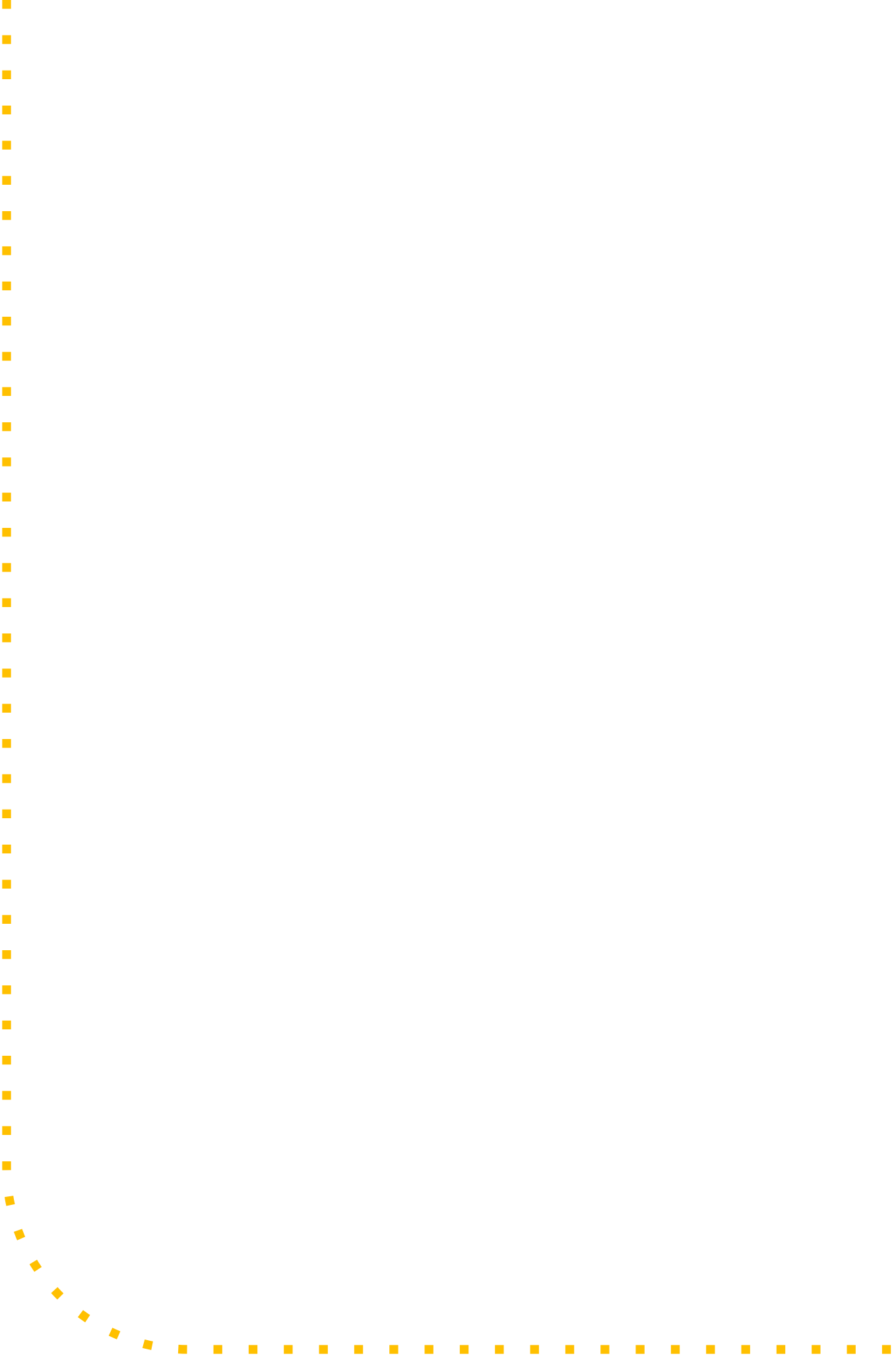
FAITS SAILLANTS DE LA BASE DE DONNÉES 2009-2019

Réalisé par :  
Isabeau Four  
Maricarmen Merino  
Mamadou Diagne  
France Lavoie  
Tassadit Zerdani

Mars 2020



CÉRSÉ



## AVANT-PROPOS

- La base de données a été constituée avec l'apport des partenaires de la recherche soit le CQCM, le Chantier d'économie sociale, Réseau Coop et la Caisse d'économie solidaire ainsi que le MÉI ; elle vise à recenser les projets de reprise collective poursuivis au Québec. Cette base de données s'inscrit dans un projet plus large « La reprise collective au Québec » réalisé par le CÉRSÉ pour le MÉI et le CTEQ dont elle est un des trois livrables. Elle est accompagnée d'une synthèse de connaissances basée sur une recension des écrits et un atelier d'experts. Elle est complétée par un rapport analysant et intégrant les résultats d'un sondage mené auprès des repreneurs collectifs québécois identifiés. Ce rapport des faits saillants 2009-2019 est un 4e livrable produit à la demande du CTEQ et MÉI afin de mieux comprendre le phénomène de la reprise collective sur une période circonscrite entre 2009 et 2019.
- Pour rappel, pour réaliser la base de données, le CÉRSÉ a utilisé des informations publiques disponibles sur les sites web et/ou dans les documents produits par les entreprises identifiées et/ou par le Registraire des entreprises. Le repérage et l'identification des reprises collectives ont été faits à partir : 1) des cas identifiés par les partenaires du projet et le CTEQ; 2) des cas identifiés par leurs réseaux; 3) des cas identifiés sur le web : sites de médias locaux ou provinciaux, sites d'entreprises...
- Dans cette base de données, on retrouve les informations suivantes pour les entreprises identifiées :

Sur le cédant	Sur le repreneur collectif
<ul style="list-style-type: none"><li>Nom de l'entreprise</li><li>Date de création</li><li>Date de radiation (s'il y a lieu)</li><li>Forme juridique</li><li>Secteur d'activités</li><li>Région administrative</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Nom d'entreprise</li><li>Date de création</li><li>Date de reprise</li><li>Type de reprise (ex. : reprise complète ou partielle, essaimage, filiale) (données parcellaires)</li><li>Forme juridique retenue pour la reprise</li><li>Secteur d'activités</li><li>Région administrative</li><li>Montant de la transaction effectuée (données parcellaires)</li></ul>

# TABLE DES MATIÈRES

<b><u>1</u></b>	<b><u>RAPPEL DE LA DEMARCHE</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>2</u></b>	<b><u>QUELQUES PRECISIONS</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>3</u></b>	<b><u>DONNEES GENERALES</u></b>	<b><u>2</u></b>
3.1	Fréquence des reprises durant la période 2009-2019	2
3.2	L'année de reprise	3
3.3	Le type de reprise	4
3.4	Relance ou non d'une activité économique lors de la reprise	5
3.5	Les régions	6
3.6	Les secteurs d'activité	7
3.7	Les formes juridiques des repreneurs	8
<b><u>4</u></b>	<b><u>ANNEXE</u></b>	<b><u>9</u></b>

## LISTE DES FIGURES ET DES ILLUSTRATIONS

■ Figure 1 : Vue synoptique des reprises/repreneurs_____	1
■ Figure 2 : Proportion d'entreprises selon le nombre de reprises effectuées (n=102)___	2
■ Figure 3 : Évolution des reprises selon l'année (en nombre, n=125)_____	3
■ Figure 4 : Type de reprise (n=125)_____	4
■ Figure 5 : Relance d'une activité économique qui a cessé d'exister (n=125)_____	5
■ Figure 6 : Région administrative des repreneurs (en nombre, n=125)_____	6
■ Figure 7 : Secteurs d'activité des repreneurs (n=102)_____	7
■ Figure 8 : Formes juridiques des repreneurs (n=102)_____	8

## 1 RAPPEL DE LA DEMARCHE

- Pour réaliser ce travail sur les faits saillants portant sur la période 2009-2019, nous sommes
- partis de la base de données générale, à partir de laquelle un premier rapport sur les faits
- saillants avait été réalisé par l'équipe du CÉRSÉ. En effet, dans un premier temps, nous avons
- répertorié tous les cas de reprise qui ont été réalisés durant cette période. Autrement dit,
- nous avons exclu de la base de données tous les cas qui ont été réalisés en dehors de cette
- période pour ne garder que ceux qui concernent la période susmentionnée.
- Ensuite, de la nouvelle base de données (2009-2019), nous avons dégagé des tendances
- (faits saillants) relatives, entre autres, à l'année de reprise, le type de reprise, la région
- administrative des repreneurs, les secteurs d'activité des repreneurs et la forme juridique.

## 2 QUELQUES PRECISIONS

- Pour rappel, dans la base de données générale, 243 cas de reprise collective avaient été
- répertoriés par l'équipe de recherche du CÉRSÉ. De ce nombre, 174 repreneurs collectifs avaient
- été identifiés.
- Pour la période 2009-2019, l'équipe du CÉRSÉ a répertorié 125 cas (sur un total de 156) dont
- la date de reprise est connue, soit une proportion de 80,1%. Ce qui représente, par ailleurs,
- 51,4% de l'ensemble des reprises répertoriées dans la base de données générale, et ce, sans
- égard à la date de reprise. De ce nombre, un total de 102 repreneurs collectifs a été identifié,
- soit 58,6% de l'ensemble des repreneurs collectifs identifiés.

Figure 1 : Vue synoptique des reprises/repreneurs

	Ensemble	2009 à 2019
Reprises répertoriées	243	125
Reprises avec date de reprise connue	156	125
Repreneurs identifiés	174	102

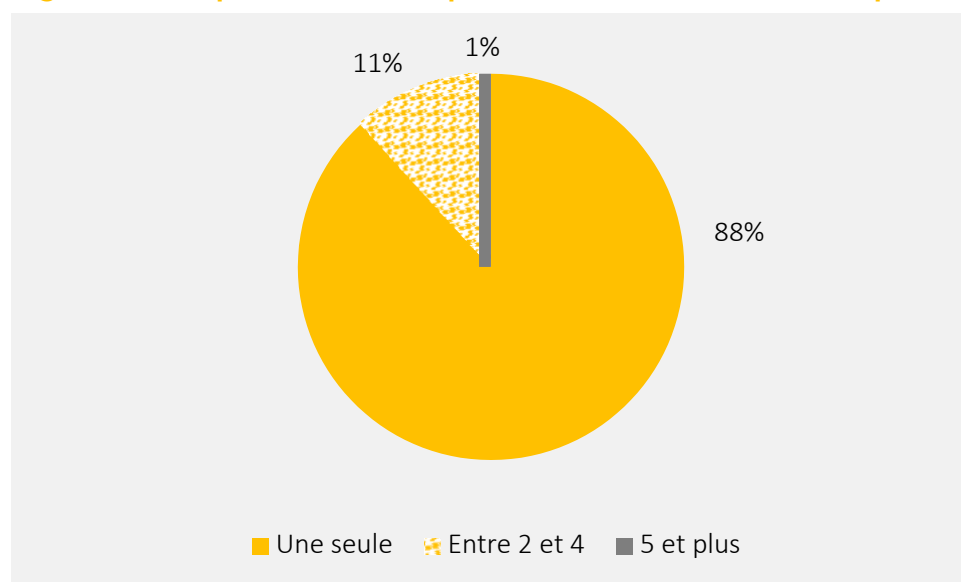
### 3 DONNEES GENERALES

À la différence du premier rapport sur les faits saillants qui a été présenté le 30 septembre 2019, ce présent document concerne uniquement la période allant de 2009 à 2019 quant aux reprises collectives d'entreprises qui ont été effectuées.

#### 3.1 Fréquence des reprises durant la période 2009-2019

Sur 102 repreneurs identifiés, une majorité (88%) a fait une seule reprise, alors que 11% d'entre eux ont fait entre 2 et 4 reprises et seulement 1% a réalisé 5 reprises ou plus.

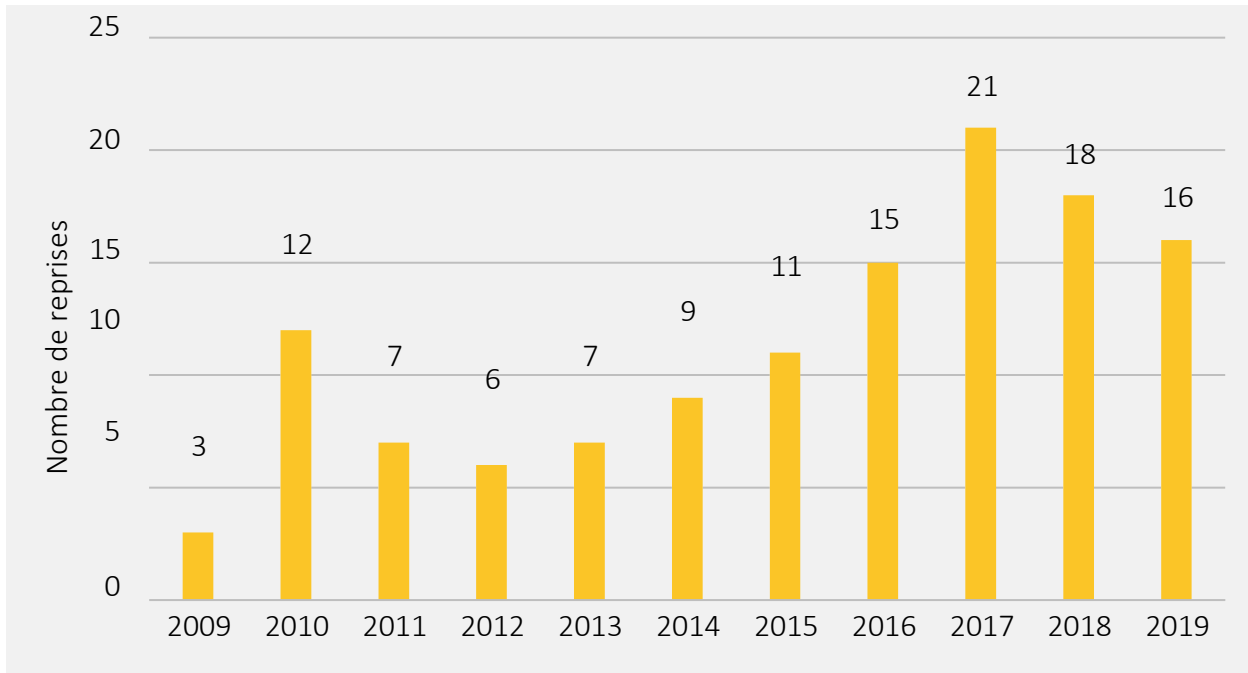
Figure 2 : Proportion d'entreprises selon le nombre de reprises effectuées (n=102)



## 3.2 L'année de reprise

Durant la décennie 2009-2019 nous avons répertorié 125 cas de reprises notamment pour les entreprises dont la date de reprise est connue. En effet, après un boom observé en 2010, on remarque un creux pour les années 2011 à 2013. Une remontée à la hausse suivra jusqu'à connaître un pic en 2017, année où le programme d'appui à la reprise collective d'entreprises a été créé, sans que l'on puisse toutefois établir un lien de cause à effet dans ce cadre de cette analyse.

Figure 3 : Évolution des reprises selon l'année (en nombre, n=125)





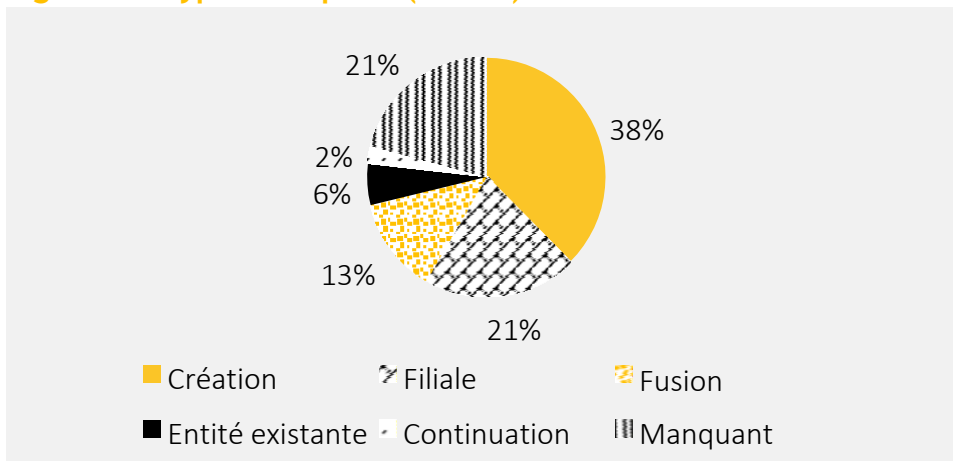
### 3.3 Le type de reprise

Afin de distinguer les différents types de reprise effectuées par les entrepreneurs collectifs, l'équipe de recherche du CÉRSÉ a élaboré un lexique pouvant rendre compte de la diversité des cas de reprise répertoriés. Ainsi, nous avons déterminé cinq types de reprise :

- Continuation : enregistré comme tel dans le Registre des entreprises du Québec, ce type de reprise modifie le statut juridique de l'entreprise cédée sans interruption de ses activités économiques. L'entreprise conserve le même numéro d'entreprise du Québec (NEQ).
- Création : dans ce type de reprise, on trouve deux cas de figure, soit la constitution d'une nouvelle entité pour la reprise (nouveau NEQ) avec radiation de l'entité cédée, soit la constitution d'une nouvelle entité pour la reprise (nouveau NEQ) sans radiation de l'entité cédée.
- Entité existante : dans ce cas-ci, la reprise se fait sous le NEQ de l'entité reprenneuse existante avec radiation de l'entité cédée.
- Filiale : ce type de reprise vise la prise de contrôle de l'entreprise cédée par une EÉS existante. Il présente deux cas de figure, soit la reprise sans changement de statut juridique de l'entreprise cédée et avec conservation de son NEQ, soit la reprise par l'intermédiaire d'une filiale (pouvant être une société par actions) avec un nouveau NEQ pour l'entreprise cédée.
- Fusion : enregistré comme tel dans le Registre des entreprises du Québec, ce type de reprise présente deux cas de figure, soit 1) la fusion de type ordinaire avec la création d'un nouveau NEQ, soit 2) la fusion simplifiée qui conserve le NEQ d'une des deux entités.

Pour la période 2009-2019, nous avons pu obtenir des informations nous permettant de classifier le type de reprise réalisée de 99 cas sur les 125 répertoriés, soit sur 79% des cas. De ceux-ci, la plupart des reprises effectuées concerne une création (38%), suivie respectivement de la filiale (21%) et de la fusion (13%), alors que l'entité existante (6%) et la continuation (2%) concernent seulement moins d'une reprise sur dix.

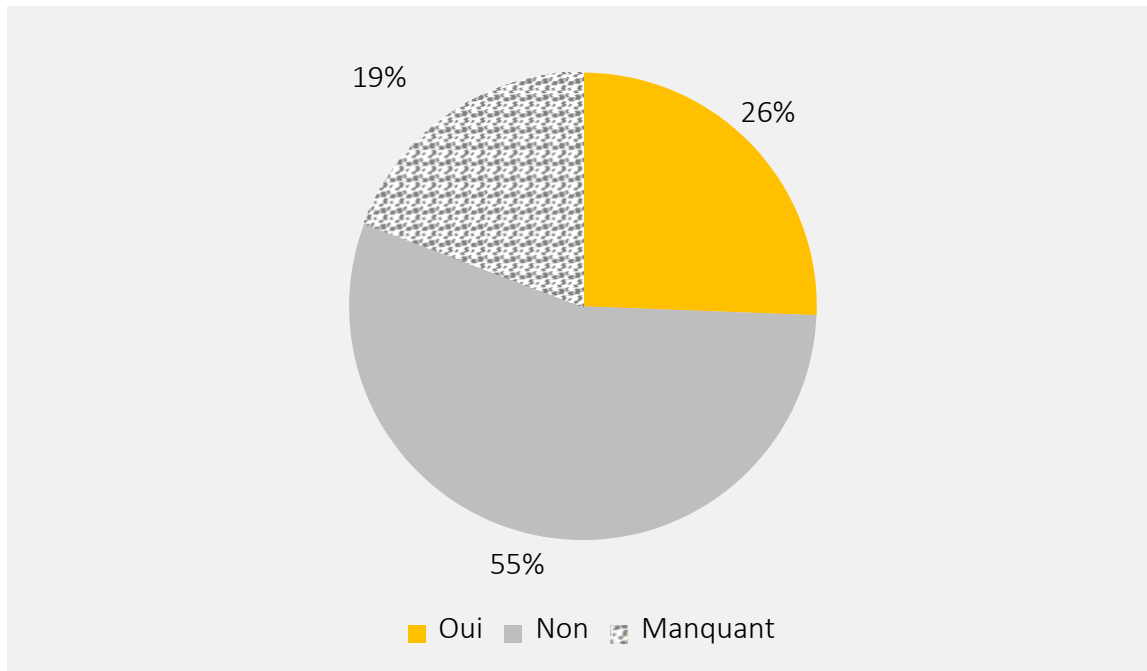
Figure 4 : Type de reprise (n=125)



### 3.4 Relance ou non d'une activité économique lors de la reprise

Par relance, l'équipe de recherche entend la reprise d'une activité économique qui a cessé d'exister et cela soit par la création d'une nouvelle entreprise, soit par une entité existante. Ainsi, de 125 cas répertoriés, un peu plus du quart des reprises (26%) ferait l'objet d'une relance, comparativement à plus d'une reprise sur deux (55%) qui n'en aurait pas fait l'objet. Par ailleurs, nous ne disposons pas de données nous permettant de déterminer l'existence ou non d'une relance pour 19% des cas.

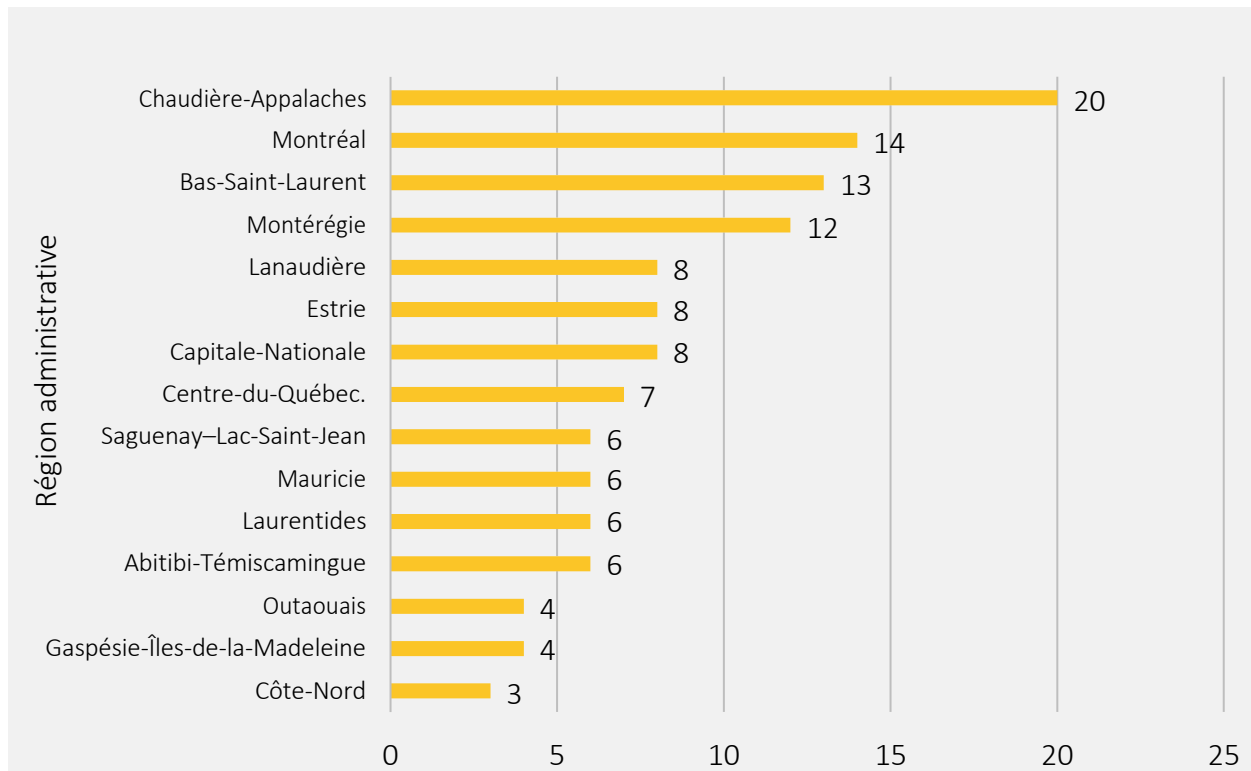
Figure 5 : Relance d'une activité économique qui a cessé d'exister (n=125)



### 3.5 Les régions

La répartition des reprises d'entreprises au cours de la décennie 2009-2019, selon la région administrative, montre une intense activité dans la région Chaudière-Appalaches avec 20 cas (16,0%), suivie respectivement des régions de Montréal avec 14 cas (11,2%), du Bas-Saint-Laurent avec 13 cas (10,4%) et de la Montérégie avec 12 cas (9,6%).

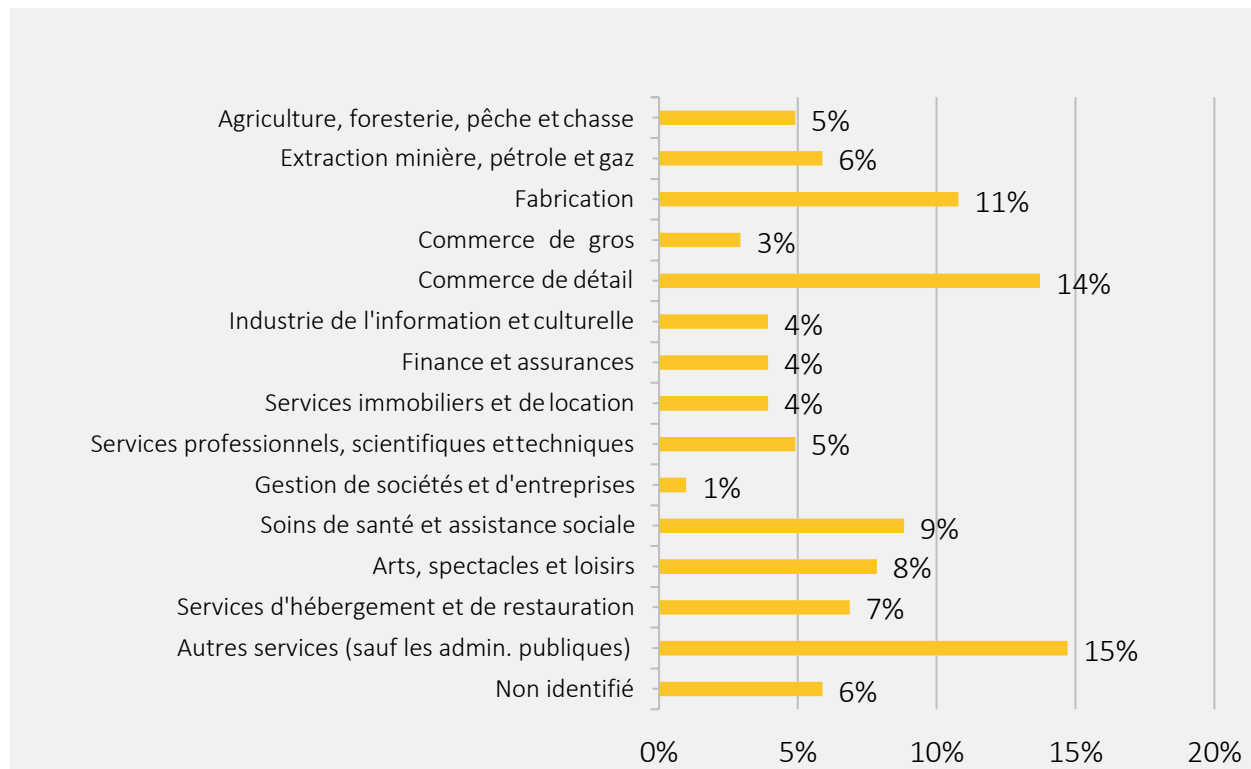
Figure 6 : Région administrative des repreneurs (en nombre, n=125)



### 3.6 Les secteurs d'activité

Pour ce qui est des secteurs d'activité, l'équipe du CÉRSÉ a classé les entreprises collectives répertoriées selon le code d'activité économique (CAE) inscrit au Registre des entreprises dans la base de données. À des fins de présentation graphique, nous avons regroupé l'ensemble des secteurs selon la codification du Système de classification des Industries de l'Amérique du Nord (code SCIAN). Ainsi, l'on peut remarquer que la plupart des repreneurs collectifs se trouvent dans le secteur des « Autres services » (sauf les administrations publiques) avec une proportion de 15%, celui-ci est respectivement suivi du Commerce de détail (14%) et de la Fabrication (11%).

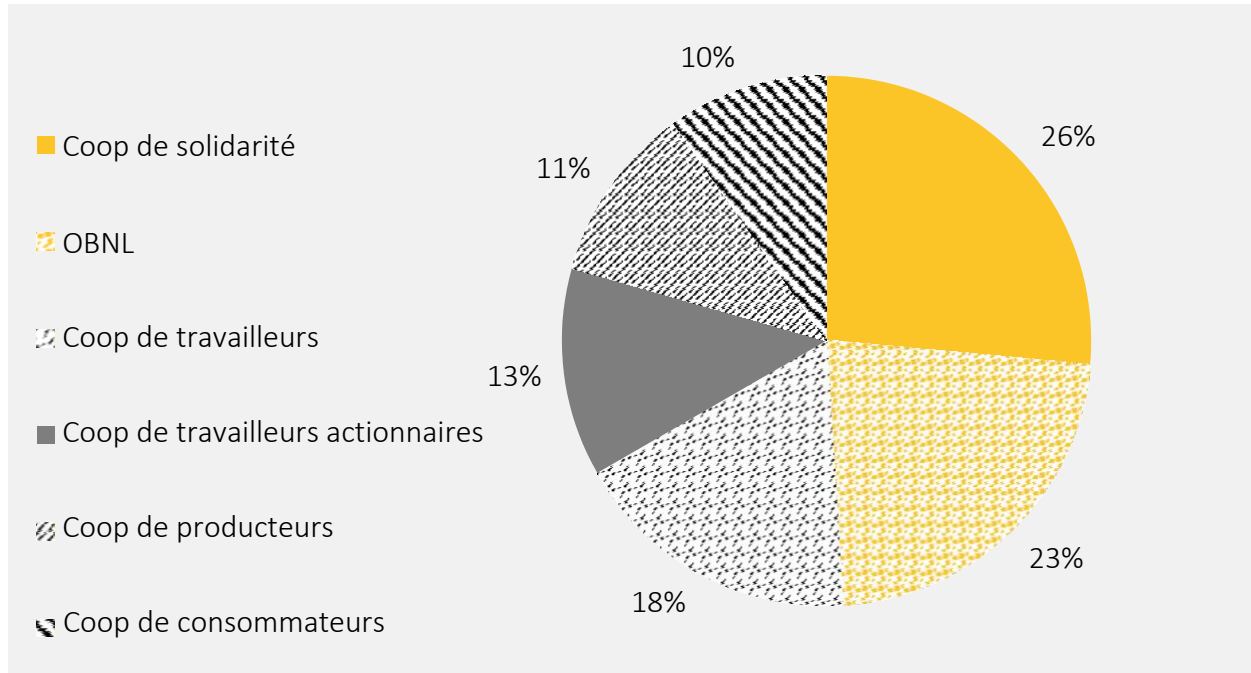
Figure 7 : Secteurs d'activité des repreneurs (n=102)



### 3.7 Les formes juridiques des repreneurs

Sur un total de 102 entreprises collectives ayant réalisé une reprise, 27 sont des coopératives de solidarité (26%), 23 des OBNL (23%), 18 des coopératives de travail (18%), 13 des coopératives de travailleurs actionnaires (13%), 11 des coops de producteurs (11%) et 10 des coops de consommateurs (10%).

Figure 8 : Formes juridiques des repreneurs (n=102)



## 4 ANNEXE

### LEXIQUE – Base de données RC

- Continuation : enregistré comme tel dans le Registre des entreprises du Québec, ce type de reprise modifie le statut juridique de l'entreprise cédée sans interruption de ses activités économiques. L'entreprise conserve le même numéro d'entreprise du Québec (NEQ).  
<https://www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec/transformer?lang=fr&g=transformer&sg=&t=o&m=droitObligations&e=654423101>
- Création : dans ce type de reprise, on trouve deux cas de figure, soit la constitution d'une nouvelle entité pour la reprise (nouveau NEQ) avec radiation de l'entité cédée, soit la constitution d'une nouvelle entité pour la reprise (nouveau NEQ) sans radiation de l'entité cédée.
- Entité existante : dans ce cas-ci, la reprise se fait sous le NEQ de l'entité reprenneuse existante avec radiation de l'entité cédée.
- Filiale : ce type de reprise vise la prise de contrôle de l'entreprise cédée par une EÉS existante. Il présente deux cas de figure, soit la reprise sans changement de statut juridique de l'entreprise cédée et avec conservation de son NEQ, soit la reprise par l'intermédiaire d'une filiale (pouvant être une société par actions) avec un nouveau NEQ pour l'entreprise cédée.
- Fusion : enregistré comme tel dans le Registre des entreprises du Québec, ce type de reprise présente deux cas de figure, soit 1) la fusion de type ordinaire avec la création d'un nouveau NEQ, soit 2) la fusion simplifiée qui conserve le NEQ d'une des deux entités.  
<https://www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec/transformer?lang=fr&g=transformer&sg=&t=o&m=droitObligations&e=654423101>
- Manquant : Données manquantes
- Relance : Relance d'une activité économique qui a cessé d'exister par *création* ou par une *entité existante*.



**cérsé**

CENTRE D'ÉTUDE EN RESPONSABILITÉ  
SOCIALE ET ÉCOCITOYENNETÉ

6400, 16e Avenue, Montréal (Québec) H1X 2S9  
514 376-1620, poste 7164 | [cerse@crosemont.qc.ca](mailto:cerse@crosemont.qc.ca) | [cerse.crosemont.qc.ca](http://cerse.crosemont.qc.ca)